



Conseil de sécurité

Distr. générale
13 septembre 2002
Français
Original: anglais

**Lettre datée du 9 septembre 2002, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Président du Comité
du Conseil de sécurité créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste**

Je vous écris en référence à ma lettre du 5 juin 2002 (S/2002/632).

Le Comité contre le terrorisme a reçu le rapport complémentaire ci-joint, présenté par l'Ukraine en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer la présente lettre et son annexe comme document du Conseil de sécurité.

Le Président du Comité du Conseil de sécurité
créé par la résolution 1373 (2001)
concernant la lutte antiterroriste
(*Signé*) Jeremy **Greenstock**



Annexe

**Lettre datée du 3 septembre 2002, adressée au Président
du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution
1373 (2001) concernant la lutte antiterroriste
par le Représentant permanent de l'Ukraine
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

En réponse à votre lettre datée du 28 mai 2002, j'ai l'honneur de soumettre les informations demandées concernant les observations préliminaires/questions sur lesquelles le Comité contre le terrorisme s'est mis d'accord après avoir examiné le rapport que l'Ukraine lui a présenté le 26 décembre 2001, en application du paragraphe 6 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité (voir pièce jointe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et du rapport ci-joint en tant que document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Valeriy **Kuchinsky**

Pièce jointe

[Original : russe]

Rapport complémentaire sur les mesures prises en Ukraine pour appliquer la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité**Résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité****Paragraphe 1****Alinéa a)**

Selon le premier paragraphe de l'article 113 de la Constitution ukrainienne, le Conseil des ministres est l'organe le plus élevé du pouvoir exécutif en Ukraine. Le premier paragraphe de l'article 117 de la Constitution dispose que, dans les limites de son autorité, le Conseil des ministres prend des décisions et édicte des règlements qui ont un caractère obligatoire.

La décision No 1800 adoptée par le Conseil des ministres le 28 décembre 2001 « sur les mesures destinées à appliquer la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies en date du 28 septembre 2001 » est juridiquement contraignante et tous les organes de l'État sont tenus de l'appliquer. Cette décision est mise en oeuvre par les organes centraux et locaux du pouvoir exécutif, conformément à la législation ukrainienne.

Un article du Code pénal ukrainien prévoit la confiscation de fonds ou d'autres avoirs économiques dans les cas où il existe des preuves qu'ils ont été obtenus ou utilisés illégalement. Cette sanction est également prévue dans un certain nombre d'articles du chapitre VII du Code intitulé « Infractions dans le domaine des relations économiques », qui concerne des infractions telles que la contrebande (art. 201), l'ouverture ou l'utilisation illégale hors des frontières de l'Ukraine de comptes en devises (art. 208), la légalisation (le blanchiment) de fonds et d'autres avoirs acquis par des moyens illégaux (art. 209), et du chapitre IX intitulé « Atteintes à la sécurité publique », qui traite du banditisme (art. 257) ainsi que du vol, du détournement ou de l'extorsion d'armes à feu, de munitions, de substances explosives ou de matières radioactives, ou de leur acquisition par des moyens frauduleux ou l'abus de fonctions officielles (art. 262).

Les fonds versés par des terroristes sur des comptes en banque peuvent être saisis dans le cadre d'enquêtes sur des infractions pénales conformément à la loi sur « les banques et les activités bancaires » et sur ordre de l'enquêteur officiel et après autorisation préalable du procureur. L'enquêteur émet l'ordre de confiscation des fonds en question conformément au Code de procédure pénale ukrainien. La création d'un groupe ou d'une organisation terroriste et la fourniture d'un appui matériel à ses activités n'entraînent pas la confiscation de biens. En conséquence, la saisie d'un compte ne peut être ordonnée que si les circonstances l'exigent, par exemple dans le cas d'un procès pénal dont la date a déjà été fixée ou en prévision d'une future action civile.

Il est également possible de saisir les avoirs bancaires de terroristes par voie de décision judiciaire. Cette mesure peut être ordonnée sur requête du Ministre de la justice ou d'une personne désignée par le Ministre de la justice, en vertu de

l'Accord conclu entre l'Ukraine et les États-Unis d'Amérique sur l'entraide judiciaire dans le cadre d'enquêtes criminelles, du 22 juillet 1998, ratifié par le Verkhovna Rada (Parlement), le 10 février 2000. Lorsqu'ils reçoivent une demande en ce sens, le Ministère de la justice et le Procureur général y donnent immédiatement suite ou la transmettent à l'organe de l'État compétent. Une demande de saisie de dépôts bancaires est alors adressée à l'autorité judiciaire compétente, laquelle détermine également s'il peut y être fait droit.

Le projet de loi « sur la lutte contre le terrorisme » en cours d'élaboration deviendra le texte législatif de base traçant le cadre juridique de la lutte contre le terrorisme en Ukraine. Ce projet établit les bases générales juridiques et organisationnelles de la lutte contre le terrorisme et définit la structure, les fonctions et les pouvoirs des organes compétents en la matière. Il précise que le fait de fournir un appui matériel à une organisation terroriste est assimilable à une activité terroriste. Il prévoit aussi la confiscation des biens d'une organisation dont il a été établi en bonne et due forme qu'elle participe à des activités terroristes.

Le projet de loi « sur la révision de certains instruments législatifs ukrainiens en vue de renforcer les efforts pour combattre le terrorisme » vise à relancer la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes et manifestations et à mettre à exécution les accords conclus lors de la Conférence de Varsovie sur la lutte contre le terrorisme, tenue le 6 juin 2001, ainsi qu'à appliquer la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité. Il prévoit des modifications et des ajouts aux lois relatives « aux investigations opérationnelles », « aux services de sécurité ukrainiens », « aux banques et aux activités bancaires », « au statut juridique des étrangers », et « aux réfugiés », donnant ainsi la possibilité aux organes chargés de l'application des lois et à d'autres organes de l'État, dans le cadre de l'exécution de l'obligation qui leur incombe de combattre le terrorisme, de prendre des mesures pour identifier rapidement les personnes qui projettent des actes de terrorisme et les empêcher de les commettre, ainsi que des mesures visant à interdire le financement des activités terroristes et l'admission sur le territoire ukrainien de personnes qui font partie ou qui sont soupçonnées de faire partie d'organisations ou de groupes terroristes internationaux.

Au moment où ces projets de loi ont été rédigés par les experts auprès du Conseil des ministres, il a été décidé qu'il serait judicieux de les fusionner pour en faire une seule loi sur « la lutte contre le terrorisme ». Ce projet de loi constitue la base légale du renforcement de la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes et manifestations dans le contexte de l'application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité.

La toute dernière version du projet sera examinée à l'une des prochaines réunions du Comité compétent du Conseil des ministres.

Le projet de loi « sur les mesures destinées à prévenir et à combattre la légalisation (le blanchiment) des produits d'activités criminelles » régit la situation en matière de prévention de la mise en circulation illégale de ressources provenant d'activités criminelles et de lutte contre le financement du terrorisme. Entre autres dispositions, il contient une définition de l'expression « opérations financières », y compris celles qui peuvent être « suspectes » et donc être soumises à une surveillance par les organes chargés de l'application des lois.

À sa réunion du 29 mai 2002, le Conseil des ministres a approuvé ce projet de loi et l'a soumis au Verkhovna Rada, qui l'a adopté en première lecture le 4 juillet 2002. Une nouvelle version du projet en vue de sa deuxième lecture, à laquelle contribuent des représentants du Verkhovna Rada, du Conseil des ministres, de la Banque nationale, de l'Association des banques ukrainiennes et des experts, est en préparation. Son examen en deuxième lecture est prévu pour septembre 2002.

La loi « sur les banques et les activités bancaires » prévoit la possibilité de saisir les fonds et autres avoirs de personnes morales ou physiques détenus par une banque, sur ordre d'un enquêteur après autorisation préalable du procureur, ou de l'agent de l'État responsable, dans les cas prévus par la loi, ou sur décision d'un tribunal. Elle accorde également aux organes de contrôle de l'État le droit de bloquer les comptes de personnes morales ou physiques, dans les cas prévus par la loi.

Les principes fondamentaux sur lesquels repose l'établissement d'un système efficace de prévention du blanchiment des produits d'activités criminelles sont énoncés au chapitre 11 de la loi « sur les banques et les activités bancaires ». L'article 63 de cette loi (« Prévention de la légalisation des produits d'activités criminelles ») définit l'expression « légalisation des produits d'activités criminelles », qui désigne le dépôt sur un compte bancaire de fonds ou autres avoirs acquis par des moyens qui constituent une infraction à la législation en vigueur ou le transfert de ces fonds ou avoirs par l'intermédiaire du système bancaire ukrainien, en vue d'en dissimuler la provenance ou de faire croire qu'ils sont licites. Pour leur part, les banques sont tenues d'appliquer les mesures destinées à interdire l'utilisation du système bancaire ukrainien pour légaliser des fonds et avoirs acquis de manière illicite.

En vertu de l'article 64 de la loi (« Obligation d'identification »), les banques n'ont pas le droit de conclure des accords avec des parties anonymes et sont tenues d'identifier toute personne qui effectue des transactions financières importantes et/ou suspectes. Cette obligation d'identification est également prévue à l'article 18 de la loi « sur les services financiers et la réglementation publique des marchés des services financiers ».

Aux fins d'appliquer les dispositions de la loi « sur les banques et les activités bancaires » interdisant aux banques de conclure des accords avec des parties anonymes, la Banque nationale d'Ukraine a publié l'Instruction No 95, en date du 6 mars 2001, « sur la caducité de l'Instruction relative à la procédure d'ouverture et d'utilisation de comptes numérotés par des personnes physiques (résidents ou non-résidents) en devises ou en monnaie nationale », interdisant aux banques d'ouvrir des comptes numérotés au profit de personnes physiques (résidents ou non-résidents) libellés en devises ou en monnaie nationale. La base légale de cette mesure est constituée par l'un des principes fondamentaux énoncés dans les Quarante Recommandations du Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux.

La Banque nationale d'Ukraine, en tant que principale instance de contrôle bancaire, a mis en place des mécanismes juridiques d'identification des clients qui ouvrent des comptes bancaires. En particulier, l'Instruction actuelle sur l'ouverture par les banques de comptes libellés en devises ou en monnaie nationale, confirmée par l'Instruction No 527 de la Banque, en date du 18 décembre 1998, régit la question de l'identification, au moment de l'ouverture d'un compte, des personnes

physiques ou morales exerçant une activité commerciale, y compris une activité fictive. Elle établit des règles juridiques visant à prévenir le recours à des entreprises fictives pour blanchir de l'argent « sale » et prévoit également la possibilité de bloquer les comptes ouverts dans des établissements bancaires d'Ukraine en vertu de décisions prises par l'Administration fiscale, les tribunaux, les autorités de police ou d'autres organes.

Conformément à la loi « sur la Banque nationale d'Ukraine », et aux fins de l'application de l'article 18 de la loi « sur les services financiers et la réglementation publique des marchés des services financiers » et des articles 63 à 65 de la loi « sur les banques et les activités bancaires », le Conseil d'administration de la Banque nationale d'Ukraine a approuvé par sa décision No 164 du 30 avril 2002 les recommandations de procédure relatives à l'élaboration par les banques ukrainiennes de programmes de lutte contre la légalisation (le blanchiment) des produits d'activités criminelles. Ces recommandations visent à promouvoir l'introduction dans les banques de normes unifiées en vue de la mise en place de systèmes permettant de prévenir le blanchiment des fonds provenant d'activités criminelles, et au niveau des institutions bancaires, également d'uniformiser la procédure de communication par les banques aux organes compétents des informations sur les transactions financières importantes et/ou suspectes et sur les personnes qui ont effectué ces transactions. Les critères selon lesquels les transactions financières effectuées par des clients d'institutions financières peuvent être classées dans la catégorie des transactions suspectes et inhabituelles sont définis dans la résolution No 700 du Conseil des ministres de l'Ukraine, en date du 29 mai 2002 intitulée « Définition des critères à appliquer pour classer certaines opérations financières dans la catégorie des opérations suspectes et inhabituelles ».

Le projet de loi susmentionné sur les mesures destinées à prévenir et combattre la légalisation (le blanchiment) des produits d'activités criminelles a été élaboré en vue de définir le mécanisme d'application de ces instruments législatifs et de certains autres instruments qui régissent la lutte contre le blanchiment de l'argent.

La législation en vigueur constitue ainsi un mécanisme juridique efficace pour combattre le terrorisme sous toutes ses formes et manifestations, y compris pour prévenir l'utilisation du système bancaire national pour financer des organisations terroristes.

* * *

La législation nationale ukrainienne est pleinement conforme aux prescriptions de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité. Les travaux actuellement en cours, en particulier les projets de textes législatifs mentionnés ci-dessus, visent à perfectionner le mécanisme législatif et normatif d'application des dispositions adoptées en vue de renforcer l'action entreprise pour combattre le terrorisme sous toutes ses formes et manifestations.

* * *

En application du décret No 532 pris par le Président de l'Ukraine, le 19 juillet 2001, sur les « mesures supplémentaires destinées à combattre le blanchiment des produits d'activités criminelles », le Groupe de travail interdépartemental chargé d'étudier les méthodes et les tendances observées dans le domaine du blanchiment de l'argent et d'autres ressources provenant d'activités criminelles a été constitué en

vertu de la décision No 386 du Conseil des ministres de l'Ukraine, en date du 21 août 2001.

Ce groupe de travail interdépartemental a pour principales tâches, en particulier :

- De mener des études analytiques sur les méthodes et les tendances observées dans le domaine du blanchiment de l'argent et d'autres ressources provenant d'activités criminelles;
- D'analyser l'efficacité de l'action menée dans ce domaine;
- De formuler des propositions et des recommandations en vue de prévenir le blanchiment de l'argent et d'autres ressources provenant d'activités criminelles.

À l'initiative de ce groupe, et avec sa participation directe, un certain nombre d'activités organisationnelles, pratiques et méthodologiques ont été entreprises dans le but d'analyser la législation nationale et de faire des propositions pour assurer sa conformité avec les Quarante Recommandations du Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux.

Afin de réglementer le processus de création d'entreprises et de prévenir l'apparition d'entités fictives, il a été proposé des modifications aux lois « sur la création d'entreprises », « sur les entreprises en Ukraine », « sur les sociétés commerciales et industrielles » et « sur l'activité économique extérieure » ainsi qu'au Code pénal ukrainien.

La résolution No 1124 du 28 août 2001, adoptée par le Conseil des ministres de l'Ukraine et la Banque nationale d'Ukraine, sur l'introduction des Quarante Recommandations du Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux et la décision du Conseil des ministres de l'Ukraine relative à l'intensification des efforts pour combattre la légalisation (le blanchiment) des ressources provenant d'activités criminelles, ont été élaborées.

Il a été procédé à une analyse de l'efficacité de l'action menée par les services de répression et les structures financières pour prévenir et combattre le blanchiment de l'argent et d'autres ressources provenant d'activités criminelles. Les résultats de cette analyse ont été analysés lors d'une conférence interdépartementale, le 28 août 2001.

On a fait en sorte d'appliquer les dispositions des décrets pertinents du Président de l'Ukraine concernant la coopération et l'échange d'informations générales sur les opérations suspectes en signant les accords bilatéraux pertinents et en assurant leur application inconditionnelle (14 accords de ce type ont été conclus).

Le projet de programme sur la lutte contre la légalisation (le blanchiment) des ressources provenant d'activités criminelles pour 2002, qui a été approuvé par le Conseil des ministres de l'Ukraine dans sa résolution No 676 du 15 mai 2002 et la Banque nationale, a été élaboré et soumis à l'approbation du Gouvernement. Ce programme prévoit la mise en place par l'Administration fiscale ukrainienne, le Ministère des affaires extérieures, les services de sécurité ukrainiens et d'autres organes centraux du pouvoir exécutif de mesures conjointes visant à prévenir et à mettre en évidence des délits et à faire obstacle aux manipulations financières pratiquées dans le domaine de la privatisation aux fins de l'acquisition de paquets

d'actions permettant le contrôle des grandes entreprises industrielles, en particulier dans le secteur des combustibles et de l'énergie. Ces mesures doivent également renforcer l'efficacité des enquêtes menées pour retrouver des groupes criminels organisés qui entretiennent des liens corrompus avec les milieux influents et qui se livrent à des activités criminelles systématiques préorganisées dans le secteur des finances, de la banque et du commerce extérieur ainsi qu'à des opérations de conversion, au trafic d'armes et de substances psychotropes et à des opérations associées à la traite d'êtres humains.

Avec la participation de l'Académie nationale des sciences de l'Ukraine, il a été procédé à une analyse de l'action menée par les organes de contrôle financier et d'application des lois pour prévenir la légalisation (le blanchiment) des ressources provenant d'activités criminelles.

Les résultats d'une analyse de la législation du point de vue de sa conformité avec les Quarante Recommandations du Groupe d'action financière ont été pris en compte pour la mise au point définitive du projet de loi sur « la prévention et la lutte contre la légalisation (le blanchiment) des produits d'activités criminelles ».

Il a été procédé à une analyse du rapport établi par le Groupe d'action financière sur les méthodes de blanchiment d'argent pour 2000-2001 en vue d'en appliquer les résultats dans la pratique.

Afin d'étudier les tendances en matière de blanchiment de l'argent et d'autres ressources provenant d'activités criminelles et d'en tirer des conclusions, le Groupe de travail interdépartemental a passé en revue la pratique et les résultats de l'action menée par les ministères et les départements pour prévenir et combattre la légalisation de tous revenus obtenus par des moyens illicites.

Alinéa b)

L'expression « formation terroriste » ne figure pas dans la législation ukrainienne. Aux termes du paragraphe 4 de l'article 258 du Code pénal ukrainien, sont passibles d'une peine de privation de liberté de 8 à 15 ans « quiconque aura formé un groupe ou une organisation terroriste, quiconque en assume la direction ou y participe et quiconque aura apporté à la création ou au fonctionnement d'un tel groupe ou organisation une aide matérielle, organisationnelle ou autre ».

Les notions de « groupe terroriste » et d'« organisation terroriste » coïncident avec la définition donnée à l'article 28 du Code pénal du « groupe criminel » et de l'« organisation criminelle ».

Par ailleurs, le projet de loi sur la lutte antiterroriste présente les définitions suivantes :

- Par « organisation terroriste », on entend une association hiérarchisée et durable d'au moins trois personnes physiques, dont les membres ou les entités constitutives mènent des activités terroristes en vertu d'une entente préalable;
- Par « groupe terroriste », on entend une association d'au moins deux personnes physiques menant des activités terroristes.

En vertu de l'article 8 du Code pénal, l'effet de la législation s'étend également aux étrangers et aux apatrides n'ayant pas leur résidence permanente en Ukraine qui se sont rendus coupables d'un crime hors de son territoire. Ces

personnes peuvent faire l'objet de poursuites pénales pour des actes érigés en crimes par la législation nationale dans les cas visés par les obligations internationales assumées par l'Ukraine. En outre, aux termes de l'article 7 du Code pénal, les ressortissants étrangers et les apatrides ayant leur résidence permanente en Ukraine peuvent faire l'objet de poursuites pénales pour des crimes commis hors du territoire ukrainien.

S'il est établi que des activités menées en Ukraine ou hors du territoire ukrainien, qui ne sont pas considérées comme délictueuses par nature (collecte de fonds ou de dons, par exemple), ont des objectifs terroristes, l'auteur peut être poursuivi en vertu de l'article 258 du Code pénal.

Alinéas c) et d)

Comme on l'a déjà indiqué, les dispositions et ordonnances promulguées par le Conseil des ministres ont force exécutoire pour tous les organes de l'État.

Les obligations énoncées dans les résolutions 1333 (2000) et 1390 (2002) du Conseil de sécurité pour ce qui est de bloquer les fonds et autres ressources financières d'Oussama ben Laden et de ses acolytes sont mises en oeuvre en Ukraine en vertu des décisions du Conseil des ministres No 351 du 11 avril 2001 « Application de la résolution du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies visant le mouvement des Taliban (Afghanistan) » et No 749 du 1er juin 2002 « Application des résolutions du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies visant Oussama ben Laden, l'organisation Al-Qaida et le mouvement des Taliban (Afghanistan) ».

* * *

En vertu de la décision No 1800 du Conseil des ministres, en date du 28 décembre 2001 « Mesures d'application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies en date du 28 septembre 2001 », les services centraux et locaux du pouvoir exécutif sont chargés notamment de faire le nécessaire pour geler les comptes (faire cesser les opérations bancaires sur ces comptes) et autres actifs financiers ou ressources économiques des personnes qui commettent ou tentent de commettre des actes de terrorisme, les facilitent ou y participent, des entités appartenant à ces personnes ou contrôlées, directement ou indirectement, par elles, et des personnes et entités agissant au nom ou sur instruction de ces personnes et entités.

Le 17 décembre 1997, l'Ukraine a ratifié la Convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime de 1990.

Pour empêcher que le système bancaire national puisse servir au financement du terrorisme, une liste des organisations terroristes et de leurs dirigeants, reçue de l'ambassade des États-Unis en Ukraine, a été communiquée à la Banque nationale.

Ces mesures préventives ont permis de mettre en évidence sur les livres de la société Premierbank (Dnepropetrovsk) un compte courant libellé en dollars des États-Unis ouvert en août 1998 au nom d'un ressortissant pakistanais, Muhammad Zahir Shah (né le 9 septembre 1976 à Peshawar). Il n'y avait pas eu d'opérations sur le compte de janvier 2001 au 2 novembre 2001, le solde à cette date étant de 5 dollars des États-Unis. On a également mis en évidence à la Société de banque

d'affaires commerciale et industrielle (Direction centrale de la société, district de Donetsk) un compte courant libellé en dollars des États-Unis (No 01064529), ouvert en décembre 1994 au nom d'Amin Muhamad (passeport No SK-182n285109, délivré par le Ministère de l'intérieur de la République arabe syrienne en 1994). Il n'y a pas eu d'opérations sur ce compte depuis qu'il a été mis en évidence, le solde y est de 100 dollars des États-Unis.

* * *

Le Code de procédure pénale est l'un des textes normatifs en vigueur qui réglementent en Ukraine le gel de comptes ou d'actifs dans les banques et institutions financières. L'article 126 de ce code énonce par exemple les modalités de procédure civile et de confiscation éventuelle des biens : les mesures conservatoires consistent à bloquer les versements, les valeurs et autres biens de l'accusé, du suspect ou des personnes légalement responsables de ses actes, où que se trouvent lesdits versements, valeurs et autres biens, ou à confisquer les biens qui ont été bloqués.

* * *

En vertu de la décision No 1800 du Conseil des ministres, en date du 28 décembre 2001, « Mesures d'application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies en date du 28 septembre 2001 », les services gouvernementaux sont tenus, entre autres, de faire le nécessaire pour prévenir et empêcher que des personnes physiques ou morales mettent des fonds, avoirs financiers ou ressources économiques ou services financiers ou autres services connexes à la disposition, directement ou indirectement, de personnes qui commettent ou tentent de commettre des actes de terrorisme, les facilitent ou y participent, d'entités appartenant à ces personnes ou contrôlées, directement ou indirectement, par elles et de personnes et entités agissant au nom ou sur instruction de ces personnes.

En vertu de l'article 35 de la loi sur les assurances, c'est un organe dûment habilité qui contrôle les activités d'assurances sur le territoire ukrainien : à l'heure actuelle, il s'agit du Ministère des finances. La législation en vigueur visant les assurances ne prévoit ni obligations ni peines en ce qui concerne la vigilance et la communication au Ministère des finances, par les agents d'assurances, d'informations permettant d'empêcher des opérations économiques et financières poursuivant des objectifs terroristes ou d'autres buts criminels.

* * *

S'il est établi que des activités menées en Ukraine ou hors du territoire ukrainien, qui ne sont pas considérées comme délictueuses par nature (collecte de fonds ou de dons, par exemple, y compris par l'intermédiaire d'organisations caritatives, religieuses ou culturelles), ont des objectifs terroristes, l'auteur peut être poursuivi en vertu de l'article 258 du Code pénal.

Voir également les indications données à propos du paragraphe 1 b).

* * *

La lutte antiterroriste procédant de l'application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité appelle de la part des organes de répression et de contrôle une coordination étroite visant à surveiller et bloquer les fonds et les ressources matérielles afin d'empêcher les opérations financières destinées à soutenir des activités criminelles. Les services fiscaux assument à cet égard un rôle important, fondé au premier chef sur la loi (No 509-XII) du 4 décembre 1990 concernant les services fiscaux, avec les additions et modifications apportées par la suite (la dernière en date des lois portant modification de la loi No 509-XII est la loi No 2922-111 du 10 janvier 2002). Cette loi définit le statut et les attributions des services fiscaux, et fonde leur activité en droit. L'article 11 énonce en particulier les droits des services fiscaux, sur lesquels ils se fondent pour contrôler le respect de la législation des impôts et des changes, mettre en évidence et réprimer les infractions économiques.

L'article 9 de la loi du 21 décembre 2000 (No 2922-111) sur les modalités selon lesquelles les contribuables s'acquittent de leur obligations en ce qui concerne les fonds budgétaires et les fonds d'affectation spéciale de l'État prévoit que la saisie des espèces et des autres ressources économiques, lorsque leur provenance ou leur utilisation illicites sont établies, peut prendre la forme d'une saisie administrative.

Voir également les informations communiquées à propos du paragraphe 1 a).

Paragraphe 2

Alinéa a)

Le Code pénal ukrainien prévoit notamment des peines pour les crimes suivants :

- Est puni d'une peine de privation de liberté de 5 à 20 ans le fait de constituer une organisation criminelle dans le but de commettre un crime grave ou particulièrement grave, de la diriger ou d'y participer, ou de participer aux crimes qu'elle commet, ainsi que d'organiser, de diriger ou de soutenir une réunion de représentants d'organisations ou de groupes criminels destinée à élaborer les plans et les modalités de crimes à commettre ensemble, à fournir des moyens matériels pour une activité criminelle ou à coordonner les actions d'associations d'organisations ou de groupes criminels organisés. Quiconque (à l'exception de l'organisateur ou du dirigeant d'une organisation criminelle) a, de son propre gré, signalé la constitution d'une telle organisation (ou la participation à une telle organisation) est dégagé de la responsabilité pénale qui s'attache à ces crimes;
- Sont punis d'une peine de privation de liberté de 3 à 8 ans le fait de recruter des mercenaires, de les financer, de leur fournir des moyens matériels ou de les entraîner en vue de les utiliser dans des conflits armés d'autres pays ou pour des actes de violence visant à y renverser le pouvoir en place ou à porter atteinte à leur intégrité territoriale, de même que le fait d'utiliser des mercenaires dans des conflits armés ou des actions militaires. Est puni d'une peine de privation de liberté de 5 à 10 ans le fait, pour des membres de services public, de participer sans autorisation dans un but lucratif à un conflit armé d'un autre pays (art. 447 « Mercenaires »).

En outre, l'Ukraine a ratifié la Convention internationale contre le recrutement, l'utilisation, le financement et l'instruction de mercenaires.

En vertu du paragraphe 2 de la décision No 1800 du Conseil des ministres, en date du 28 décembre 2001, « Mesures d'application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies en date du 28 septembre 2001 », ce sont les ministères des affaires étrangères, de l'économie et des questions d'intégration européenne, de l'intérieur, de la défense, des transports, et des politiques industrielles, ainsi que le Comité national de protection des frontières, le Service gouvernemental des douanes, la société nationale Ukrspetsexport (exportation et importation des biens et services à destination militaire et spéciale), qui sont chargés de faire respecter, avec la participation du Service ukrainien de sécurité, les obligations concernant l'interdiction d'appuyer sous quelque forme que ce soit (active ou passive) les organisations ou personnes liées aux actes de terrorisme, notamment en empêchant le recrutement de membres de groupes terroristes et en éliminant les filières d'acheminement d'armes aux terroristes.

Ces mesures coordonnées ont permis aux forces de l'ordre ukrainiennes de trouver et de détenir durant la seule année 2001, avec la coopération des services spéciaux d'autres pays, 16 criminels liés à des activités terroristes, dont 12 ont été extradés.

* * *

La législation ukrainienne interdit la constitution de formations paramilitaires ou armées non prévues par la législation, dont une définition univoque est donnée à l'article 260 du Code pénal.

En vertu de la sixième partie de l'article 17 de la Constitution ukrainienne, la constitution et le fonctionnement de toute association armée non prévue par la législation sont interdits sur le territoire ukrainien.

La première partie de l'article 36 de la Constitution garantit aux ressortissants ukrainiens le droit de s'associer librement en organisations pour l'exercice et la défense de leurs droits et libertés, ainsi que pour la poursuite de leurs intérêts politiques, économiques, sociaux, culturels et autres, sous réserve des restrictions prévues par la législation en raison de considérations de sécurité nationale et d'ordre public.

Le droit de rassemblement pacifique sans armes est garanti par la première partie de l'article 39 de la Constitution.

La constitution et l'activité d'organisations visant à porter atteinte à la sécurité de l'Ukraine sont interdites par la première partie de l'article 37 de la Constitution.

La loi sur les obligations militaires et le service militaire interdit d'introduire pour des employés, où qu'ils travaillent, des uniformes ou des signes distinctifs analogues à ceux du personnel militaire.

Il est interdit aux personnes qui n'y sont pas habilitées de porter des vêtements ou des signes distinctifs analogues à l'uniforme militaire, et le fait est sanctionné par la législation.

Le Code pénal prévoit des poursuites pénales pour la constitution de formations paramilitaires (formations ayant une structure et un commandement

uniques, une hiérarchie et une discipline de type militaire, où l'on mène une préparation militaire ou physique et où l'on fait l'exercice) ou armées non prévues par la législation :

- Sont punies d'une peine de privation de liberté de 2 à 5 ans la constitution de formations paramilitaires non prévues par la législation ou la participation à ces formations;
- Sont punies d'une peine de privation de liberté de 3 à 8 ans la constitution de formations armées non prévues par la législation ou la participation à ces formations;
- Sont punis d'une peine de privation de liberté de 5 à 10 ans le fait de commander ou de financer de telles formations, de leur fournir des armes, des munitions, des explosifs ou des équipements militaires;
- Est punie d'une peine de privation de liberté de 7 à 12 ans la participation, au sein de ces formations, à des attentats contre des entreprises, des institutions, des organismes ou des particuliers;
- Sont punis d'une peine de privation de liberté de 10 à 15 ans les actes énumérés ci-dessus ayant entraîné décès ou autres conséquences graves.

La responsabilité pénale de quiconque quitte de son plein gré une telle formation dont il a été membre et signale son existence aux services gouvernementaux ou locaux est dérogée.

Par ailleurs, le Règlement applicable à l'enregistrement des symboles d'associations, approuvé par décision (No 144) du Conseil des ministres du 28 février 1993, prévoit que l'enregistrement des symboles doit être refusé dans les cas ci-après :

- Si les symboles sont analogues à des symboles militaires déjà enregistrés, utilisés par des formations militaires constituées conformément à la législation, ou leur ressemblent;
- Si les symboles représentent des signes distinctifs de formations militaires;
- Si les symboles, par leur teneur, sont contraires aux intérêts de l'État;
- Si les symboles sont contraires à la législation ukrainienne en vigueur.

Alinéa b)

La loi sur le Service de sécurité ukrainien charge notamment le Service de prévenir, mettre en évidence, faire cesser et élucider les crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité, le terrorisme, la corruption et la criminalité organisée visant le pouvoir exécutif et l'économie, ainsi que les autres actes illicites constituant une menace directe pour les intérêts vitaux de l'Ukraine.

La loi sur les investigations et enquêtes charge les services opérationnels compétents relevant du Service de sécurité des investigations et enquêtes concernant la lutte antiterroriste.

La loi sur les services de renseignements charge entre autres ces services de participer à la lutte contre la criminalité transnationale organisée et notamment contre le terrorisme.

En vertu de la loi sur les autorités locales, ces dernières sont tenues de favoriser le développement de la coopération internationale pour la lutte antiterroriste.

De plus, le Code pénal prévoit des peines pour les actes de terrorisme, de sorte que la lutte contre ce type de crime relève également, dans une certaine mesure, de la compétence des autres institutions de maintien de l'ordre.

Il existe en Ukraine un système national de lutte contre le terrorisme, créé pour coordonner l'activité des organes du pouvoir exécutif visant la prévention des attentats terroristes, dont l'organe principal est le Centre antiterroriste créé en 1998 par décret présidentiel du 11 décembre 1998, qui dépend du Service de sécurité.

Ce Centre, avec ses groupes de coordination auprès des services régionaux, a été chargé par décret présidentiel du 14 avril 1999 de coordonner l'activité des organes du pouvoir exécutif en vue de prévenir et de faire cesser les actes de terrorisme visant des membres du gouvernement, des installations essentielles pour la vie de la population, des sites particulièrement dangereux présentant une menace pour la vie et la santé de nombreux habitants.

Le Centre antiterroriste est composé d'une Commission de coordination interservices, d'un siège central et de groupes de coordination auprès des services régionaux du Service de sécurité.

La Commission coiffe la coordination des activités antiterroristes relevant du Centre, et au besoin, d'une opération antiterroriste concrète. Les sous-directeurs des organes de maintien de l'ordre des ministères et services ukrainiens sont membres permanents de la Commission.

Le Centre est également chargé, conjointement avec le Ministère des affaires étrangères, de coordonner les activités de lutte contre le terrorisme international menées par les organes du pouvoir exécutif.

Parallèlement, il est prévu dans le Programme de mise en oeuvre des conclusions de la Conférence de Varsovie sur la lutte conjointe contre le terrorisme, afin de mieux adapter le Centre aux activités des organismes étrangers et internationaux de lutte antiterroriste, d'en perfectionner la structure et les modalités de fonctionnement en y faisant participer les ministères de la défense, des transports, des affaires étrangères, de la santé et des combustibles et matières énergétiques, des politiques industrielles, ainsi que l'Office national des impôts et le Service gouvernemental des douanes.

Les mesures énumérées entrent également dans le projet de loi sur la lutte antiterroriste.

* * *

La politique et la stratégie de lutte antiterroriste sont définies par le Conseil des ministres.

On applique par exemple en Ukraine le Programme de mise en oeuvre des conclusions de la Conférence de Varsovie sur la lutte conjointe contre le terrorisme (approuvé par décision No 1694 du Conseil des ministres en date du 14 décembre 2001) et les dispositions de la décision No 1800 du Conseil des ministres, en date du 28 décembre 2001, « Mesures d'application de la résolution 1373 (2001) du Conseil

de sécurité de l'Organisation des Nations Unies en date du 28 septembre 2001 ». Ces textes définissent les orientations et tâches prioritaires des organes du pouvoir exécutif, dans les limites de leur compétence et compte tenu des particularités de leurs attributions fonctionnelles, pour ce qui est de prévenir et d'empêcher la commission d'actes de terrorisme.

C'est le Centre antiterroriste, organe permanent relevant du Service de sécurité ukrainien, qui coordonne l'activité des organes du pouvoir exécutif visant à prévenir les actes de terrorisme.

La législation ukrainienne prévoit par ailleurs de recourir aux moyens de chacun des organes du pouvoir exécutif pour lutter contre des types déterminés d'actes de terrorisme, pour contribuer à les prévenir et à les empêcher (c'est la cas par exemple pour les attributions du Service de sécurité énoncées dans la loi sur le Service de sécurité).

* * *

Compte tenu des dispositions de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies et des décisions prises par la Conférence de Varsovie de 2001, on travaille actuellement sur d'autres questions liées à diverses formes de participation de l'Ukraine aux dispositifs internationaux de lutte antiterroriste, ainsi qu'au développement et au resserrement de la coopération avec les services de sécurité et les services spéciaux des pays limitrophes et plus lointains, notamment en matière de prévention avancée d'actes terroristes en préparation.

Des aspects de cette coopération ont déjà fait l'objet de 36 accords bilatéraux de coopération avec des partenaires étrangers, conclus par le Service de sécurité ukrainien au cours des 10 dernières années. De plus, dans le cadre du Conseil des chefs d'organes de sécurité et de services spéciaux des États membres de la Communauté d'États indépendants (CEI), la direction du Service de sécurité a signé des protocoles visant la lutte contre le terrorisme international. Ces protocoles concernent notamment les modalités des échanges d'informations entre services sur l'entrée, la sortie et les déplacements de membres avérés de formations terroristes dans les pays de la CEI, ainsi que sur l'introduction d'armes, d'explosifs et d'autres moyens servant à des actes de terrorisme; la coopération et la collaboration des organes de sécurité et des services spéciaux des États membres de la CEI; et la lutte contre les activités terroristes, séparatistes et autres activités extrémistes menées sous couleur d'activités religieuses, ethniques et politiques.

Alinéa c)

La loi sur le statut juridique des étrangers du 4 février 1994 définit le statut juridique des étrangers en Ukraine, énonçant les droits, libertés et obligations fondamentaux de tout ressortissant étranger et apatride qui réside ou séjourne temporairement en Ukraine, et précise les modalités d'entrée et de sortie du territoire.

En vertu de l'article premier de cette loi sur le statut juridique des étrangers, est reconnue comme étranger toute personne ayant la nationalité d'un pays étranger et n'ayant pas la nationalité ukrainienne, un apatride étant défini comme une personne n'ayant la nationalité d'aucun pays.

Les bases du statut juridique des étrangers en Ukraine sont énoncées à l'article 2 de cette loi :

« Les étrangers jouissent des mêmes droits et libertés et s'acquittent des mêmes obligations que les ressortissants ukrainiens, sauf disposition contraire de la Constitution ukrainienne, de la présente loi et des autres lois de l'Ukraine, ainsi que des traités internationaux auxquels l'Ukraine est partie.

Les étrangers sont égaux devant la loi, indépendamment de leur origine, de leur situation sociale et financière, de leur appartenance raciale et ethnique, de leur sexe, de leur langue, de leur attitude religieuse, de leur profession et de leur situation dans la profession, et autres caractéristiques.

Si un pays étranger a établi des restrictions à l'exercice des droits et libertés des ressortissants ukrainiens, le Conseil des ministres peut décider d'établir des modalités analogues visant l'exercice des droits et liberté des ressortissants de ce pays sur le territoire ukrainien. Cette décision entre en vigueur dès qu'elle est promulguée. Elle peut être rapportée en cas d'élimination des motifs de son adoption.

L'exercice de leurs droits et libertés par les étrangers ne doit pas nuire aux intérêts nationaux de l'Ukraine, aux droits, libertés et intérêts légitimes de ses ressortissants et des autres personnes résidant en Ukraine.

Les étrangers sont tenus de respecter la Constitution et les lois ukrainiennes et de s'y conformer; ils sont tenus de respecter les traditions et les coutumes du peuple ukrainien. »

Les étrangers peuvent, en vertu de l'article 4 de la loi, immigrer en Ukraine selon les modalités établies, pour y établir leur résidence permanente et y obtenir un emploi pendant une durée déterminée, et peuvent également séjourner sur le territoire ukrainien à titre temporaire.

Un étranger peut obtenir une autorisation d'immigration et immigrer vers un lieu de résidence permanente s'il remplit les conditions suivantes :

- Avoir en Ukraine des moyens d'existence légaux;
- Avoir des liens de parenté étroits (père, mère, fils, fille, frère, soeur, conjoint(e), grand-père, grand-mère, petit-fils ou petite-fille) avec un ressortissant ukrainien;
- Être entretenu par un ressortissant ukrainien;
- Entretenir un ressortissant ukrainien; ou
- D'autres conditions prévues par la législation ukrainienne.

Il est délivré aux étrangers ayant immigré en Ukraine, selon le cas, un permis de résidence permanente ou temporaire. Les modalités de délivrance de l'autorisation d'immigration et du permis de résidence ou temporaire, de même que les autres aspects touchant l'immigration des étrangers, sont réglementés par la loi sur l'immigration.

Les étrangers séjournant en Ukraine pour d'autres motifs valables sont considérés comme en séjour temporaire. Ils sont tenus, selon des modalités définies par le Conseil des ministres, de faire enregistrer leur passeport national ou autre

pièce en tenant lieu, et de quitter le territoire ukrainien à l'expiration du délai de séjour autorisé.

Un étranger en séjour temporaire qui change de lieu de résidence est tenu d'en informer les organes du Ministère de l'intérieur auprès desquels il a fait enregistrer son passeport ou pièce en tenant lieu.

Un étranger peut obtenir l'asile en Ukraine aux termes de la Constitution et de la législation ukrainiennes (article 4 de la loi sur le statut juridique des étrangers).

Un étranger peut obtenir le statut de réfugié pour les motifs et selon les modalités définis dans la loi sur les réfugiés. Un étranger peut également, aux termes de la Constitution et de la loi sur la nationalité ukrainienne, obtenir cette dernière par naturalisation.

Le titre II de la loi sur le statut juridique des étrangers comporte des dispositions visant les droits et libertés fondamentaux et les obligations des étrangers. Il s'agit notamment du droit d'exercer une activité d'investisseur et d'entrepreneur, du droit de travailler, du droit à un logement, de droits de propriété et de droits individuels, du droit de participer à une association (les étrangers ne peuvent pas, normalement, être membres des partis politiques ukrainiens), du droit de se déplacer sur le territoire ukrainien et de choisir leur lieu de résidence, etc.

Les étrangers ne peuvent être ni électeurs ni éligibles lors des scrutins nationaux et locaux, ni participer aux référendums. L'obligation du service militaire ne leur est pas applicable, ils ne sont pas tenus de servir dans les Forces armées ukrainiennes et autres formations militaires constituées en vertu de la législation.

De l'obligation faite aux étrangers et apatrides de respecter et observer les lois ukrainiennes, il découle qu'ils sont tenus de respecter la réglementation applicable à l'entrée et au séjour et au passage en transit sur le territoire ukrainien, de même qu'à la sortie de ce territoire, énoncée dans le titre III de la loi sur le statut juridique des étrangers.

Les étrangers peuvent entrer en Ukraine et en sortir en présentant leur passeport national ou autre pièce en tenant lieu. Ils sont tenus pour cela d'obtenir dans les conditions prévues un visa d'entrée/sortie, sauf disposition contraire de la législation ukrainienne.

Un étranger n'est pas autorisé à pénétrer en Ukraine dans les cas suivants :

- Si cela risquait de nuire à la sécurité de l'Ukraine ou à l'ordre public;
- Si, lors de l'accomplissement des formalités préalables à l'entrée sur le territoire ukrainien, il a donné des renseignements sur lui-même dont il a été prouvé qu'ils étaient faux, ou produit des documents falsifiés;
- Si c'est indispensable pour préserver la santé des ressortissants ukrainiens ou autres personnes résidant en Ukraine, ou pour défendre leurs droits et intérêts légitimes;
- Si son passeport national ou autre pièce en tenant lieu, ou son visa, sont falsifiés, dégradés, ou non conformes au modèle établi, ou ne sont pas les siens;
- Si au point de passage de la frontière nationale ukrainienne il a enfreint la réglementation applicable au passage de la frontière, la réglementation

douanière ou les normes sanitaires, ou ne s'est pas plié aux exigences légitimes des représentants des gardes frontière, des autorités douanières ou autres services chargés des contrôles aux frontières nationales;

- S'il est avéré qu'il a contrevenu à la législation ukrainienne à l'occasion d'un précédent séjour dans le pays.

La sortie d'un étranger du territoire ukrainien n'est pas autorisée dans les cas suivants :

- S'il fait l'objet d'une enquête ou d'une instruction, ou de poursuites pénales – la sortie n'est pas autorisée tant que le tribunal n'a pas fini d'examiner l'affaire;
- S'il a été condamné pour un délit – la sortie n'est pas autorisée tant qu'il n'a pas purgé sa peine ou en a été libéré;
- Si sa sortie du territoire est contraire aux intérêts de la sécurité ukrainienne – la sortie n'est pas autorisée tant que les motifs n'ont pas disparu.

La sortie d'un étranger du territoire ukrainien peut être différée jusqu'à ce qu'il se soit acquitté d'obligations matérielles contractées à l'égard de personnes physiques ou morales en Ukraine.

Le passage en transit d'un étranger sur le territoire ukrainien vers le pays de destination est autorisé aux titulaires d'un visa de transit, sauf disposition contraire de la législation ukrainienne.

Le titre IV de la loi sur le statut juridique des étrangers précise la responsabilité des étrangers. L'article 29, par exemple, dispose que la responsabilité d'un étranger qui s'est rendu coupable d'un délit ou a enfreint la réglementation administrative ou d'autres dispositions, est engagée selon les règles communes.

Si un étranger a contrevenu à la réglementation du séjour en Ukraine (sans être titulaire des permis de séjour voulus, ou de pièces valables) aux règles d'enregistrement, de changement de résidence ou de choix de la résidence, aux règles d'emploi des étrangers, ou n'est pas sorti du territoire à l'expiration du délai de séjour autorisé, ou encore a contrevenu à la réglementation du passage en transit sur le territoire ukrainien, les mesures qui lui sont applicables sont celles que prévoit la législation ukrainienne.

Le délai autorisé de séjour d'un étranger en Ukraine peut être écourté s'il contrevient à la législation ukrainienne sans que sa responsabilité administrative ou pénale soit engagée.

Le délai peut également être écourté si les motifs du séjour n'existent plus.

La décision d'écourter le séjour d'un étranger en Ukraine relève des services du Ministère de l'intérieur.

Un étranger qui a commis un délit ou une infraction administrative peut, après avoir purgé sa peine de prison ou fait l'objet d'une sanction autre, être expulsé d'Ukraine. La décision de l'expulser du pays est prise par l'organe chargé des affaires intérieures du lieu où il se trouve; le procureur est tenu de faire rapport dans les 24 heures sur les raisons ayant motivé ladite décision. Si l'organe chargé des affaires intérieures en décide ainsi, l'expulsion d'un étranger d'Ukraine peut s'accompagner d'une interdiction de revenir dans le pays pendant une période

pouvant aller jusqu'à cinq ans. Cette période court à partir de la date à laquelle la décision a été prise. La procédure de mise en oeuvre d'une décision concernant l'interdiction de revenir en Ukraine est déterminée par la loi ukrainienne.

Un étranger peut également être expulsé d'Ukraine sur décision des organes chargés des affaires intérieures ou des services de sécurité, avec notification du procureur dans les 24 heures concernant les raisons ayant motivé ladite décision, si les actions violent de manière flagrante la loi sur le statut juridique des étrangers, menacent la sécurité du pays ou portent atteinte à l'ordre public ou lorsqu'il s'avère nécessaire de protéger la santé, les droits et les intérêts légitimes des nationaux ukrainiens.

Un étranger, qui doit quitter le territoire de l'Ukraine, est tenu de le faire au cours de la période indiquée dans la décision d'expulsion mais au plus tard 30 jours après l'adoption de ladite décision. Lorsque l'on décide d'expulser un étranger d'Ukraine, son visa est immédiatement annulé et les autres documents en sa possession lui donnant le droit de rester dans le pays sont confisqués. Les étrangers qui ne quittent pas le pays peuvent être condamnés par le procureur à la détention ou à l'expulsion forcée. La détention n'est autorisée que pour la période nécessaire à l'expulsion.

Toute décision prise par les organes chargés des affaires intérieures ou des services de sécurité tendant à l'expulsion d'un étranger d'Ukraine peut faire l'objet d'un recours. Ce recours bloque l'application de la décision d'expulsion sauf lorsqu'une expulsion immédiate s'avère nécessaire pour assurer la sécurité de l'Ukraine ou protéger l'ordre public.

L'expulsion des étrangers est l'affaire des organes chargés des affaires intérieures.

Les étrangers qui font l'objet de mesures d'expulsion doivent couvrir les coûts inhérents à l'expulsion dans le cadre de la procédure établie par la loi. S'ils ne disposent pas des ressources leur permettant de les payer, l'expulsion se fait aux frais de l'État.

Les personnes physiques ou morales qui ont invité ou reçu ces étrangers, organisé leur entrée illégale sur le territoire, se sont occupées de leur trouver logement ou emploi ou les ont aidés à rester dans le pays à la fin de leur séjour doivent rembourser à l'État les frais qu'occasionne l'expulsion d'étrangers dans le cadre de la procédure établie par la loi.

La section V de la loi dispose que si un traité international auquel l'Ukraine est partie établit d'autres règles que celles figurant dans la loi sur le statut juridique des étrangers, les dispositions du traité international s'appliquent.

Les dispositions de la loi ne portent pas atteinte aux privilèges et immunités définis par la législation ukrainienne et les traités internationaux qui sont accordés aux membres des missions diplomatiques et aux représentants des établissements consulaires d'États étrangers en Ukraine et autres personnes se trouvant dans une situation similaire.

Alinéas d) et e)

Le Code pénal contient des dispositions sur la juridiction extraterritoriale. L'article 258 du Code pénal a une application extraterritoriale. Les nationaux de

l'Ukraine et les personnes apatrides résidant de manière permanente en Ukraine qui ont commis des délits hors de ses frontières peuvent, aux termes du Code pénal, être traduits en justice, sauf si des accords internationaux que le Verkhovna Rada est convenu de rendre juridiquement contraignants (art. 7) en disposent autrement.

Si les personnes susmentionnées ont été traduites en justice pour des délits commis en dehors de l'Ukraine, elles ne peuvent pas être poursuivies pour ces mêmes délits dans le pays.

En outre, aux termes de l'article 8 du Code pénal ukrainien, les étrangers et les apatrides qui ne résident pas de manière permanente en Ukraine et qui ont commis des crimes hors de ses frontières sont traduits en justice dans les cas prévus par les accords internationaux ou lorsqu'ils ont commis des crimes particulièrement graves contre les droits et libertés et citoyens ukrainiens ou contre les intérêts du pays.

Alinéa f)

Conformément au paragraphe 6 de la résolution No 1800 du Conseil des ministres de l'Ukraine sur la mise en oeuvre de la résolution 1373 du Conseil de sécurité en date du 28 septembre 2001, du 28 décembre 2001, le Ministère de la justice, le Ministère de l'intérieur et les services de sécurité de l'Ukraine sont tenus de fournir une assistance juridique lorsqu'ils engagent des poursuites pénales dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

Aux termes de l'article 8 de la Convention européenne pour la répression du terrorisme ratifiée par l'Ukraine le 17 janvier 2002 :

« 1. Les États contractants s'accordent l'entraide judiciaire (...) en matière pénale dans toute procédure relative aux infractions visées à l'article 1er ou 2. Dans tous les cas, la loi applicable en ce qui concerne l'assistance mutuelle en matière pénale est celle de l'État requis. Toutefois, l'entraide judiciaire ne pourra pas être refusée pour le seul motif qu'elle concerne une infraction politique ou une infraction connexe à une telle infraction ou une infraction inspirée par des mobiles politiques.

2. Aucune disposition de la présente convention ne doit être interprétée comme impliquant une obligation d'accorder l'entraide judiciaire si l'État requis a des raisons sérieuses de croire que la demande d'entraide motivée par une infraction visée à l'article 1er ou 2 a été présentée aux fins de poursuivre ou de punir une personne pour des considérations de race, de religion, de nationalité ou d'opinions politiques, ou que la situation de cette personne risque d'être aggravée pour l'une ou l'autre de ces raisons.

3. Les dispositions de tous traités et accords d'entraide judiciaire en matière pénale applicables entre les États contractants, y compris la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale, sont en ce qui concerne les relations entre États contractants modifiées dans la mesure où elles sont incompatibles avec la présente convention. »

Alinéa g)

Le Code pénal ukrainien définit les responsabilités découlant de l'utilisation de documents contrefaits ou faux :

« 1. La falsification, à l'usage du contrefacteur ou de toute autre personne, d'un certificat ou autre document établi ou certifié par une société, une institution, une organisation, une entreprise ukrainienne, un certificateur privé, un auditeur ou toute autre personne habilitée à établir ou certifier ce type de documents, à accorder des droits ou dispenser de certaines obligations, la vente de ces documents, la fabrication de sceaux, timbres ou formulaires contrefaits de sociétés, institutions ou organisations, quel que soit le régime de propriété, ou la fabrication et vente de tous autres sceaux, timbres ou formulaires officiels sont punissables d'une amende équivalente à 70 fois maximum le revenu minimum avant impôt ou d'une peine de réclusion criminelle de six mois maximum ou de restriction de liberté de trois ans maximum.

2. Les actes susmentionnés, s'ils sont commis à plusieurs reprises ou par un groupe de personnes qui se sont préalablement entendues, sont punissables par une restriction ou une privation de liberté d'une durée maximum de cinq ans.

3. L'utilisation d'un document dont on sait qu'il est contrefait est punissable d'une amende pouvant aller jusqu'à 50 fois le revenu minimum avant impôt, d'une peine de réclusion criminelle pour une période de six mois maximum ou de restriction de liberté pendant deux ans maximum. »

En outre, l'article 366 définit les responsabilités des agents de l'État qui font figurer des informations dont ils savent qu'elles sont fausses dans des documents officiels ou facilitent d'autres types de falsification de documents, notamment en préparant et établissant des documents dont on sait qu'ils sont faux.

Le paragraphe 4 de la résolution No 1800 du Conseil des ministres du 28 décembre 2001, sur les mesures de mise en oeuvre de la résolution 1373 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies en date du 28 septembre 2001, dispose que le Comité d'État pour la protection des frontières, le Service national de la douane, le Ministère de l'intérieur et le Ministère des transports, avec la participation des Services de sécurité, sont tenus de prendre des mesures visant à prévenir les mouvements de terroristes et de groupes terroristes, d'instituer à cet effet des contrôles frontaliers efficaces, de dûment contrôler la délivrance des papiers d'identité et des documents de voyage et de redoubler d'efforts pour prévenir la contrefaçon, la falsification ou l'utilisation frauduleuse de ces documents.

Pour ce qui est de la mise en oeuvre de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité, il est notamment prévu dans le projet de loi sur la lutte contre le terrorisme d'instituer des contrôles efficaces lors de l'établissement des papiers d'identité et des documents de voyage afin d'en prévenir la falsification et l'utilisation illicite.

En vue de renforcer les mesures de protection des frontières de l'État, notamment pour ce qui est du transit non autorisé, la décision No 48/2002 du 19 janvier 2002 sur les mesures visant à instituer les contrôles nécessaires aux frontières de l'État et à lutter contre les migrations illégales, et la décision No 532/2002 du 11 juin 2002 sur le renforcement de la sécurité des frontières de l'État en vue de la suppression du terrorisme international, des migrations illégales et du trafic de drogues, du Conseil national de sécurité et de défense de l'Ukraine, ont été approuvées par décret par le Président de l'Ukraine. La loi la plus récente

comporte notamment des mesures visant à prévenir tout transit frontalier non autorisé dans les zones éloignées.

Conformément à la loi sur les frontières de l'État qui constitue la base juridique de la protection des frontières, le Conseil des ministres ukrainien adopte des mesures relevant de son mandat pour protéger et défendre les frontières et le territoire de l'Ukraine.

Les divers moyens de transport (par rail, route, mer, voie fluviale et air notamment) franchissent la frontière de l'Ukraine en des points d'entrée définis par le Conseil des ministres conformément à la législation ukrainienne et aux accords internationaux auxquels l'Ukraine est partie.

Les personnes, les moyens de transport, les marchandises et autres biens franchissant la frontière de l'Ukraine sont contrôlés par la police des frontières et le service de la douane.

Ce sont les troupes stationnées à la frontière de l'Ukraine qui, après avoir vérifié la validité des documents d'entrée ou de sortie du territoire ukrainien, permettent l'entrée des individus dans le pays. L'accès des moyens de transport, marchandises et autres biens est fonction de la législation ukrainienne et des accords internationaux auxquels l'Ukraine est partie.

L'action des organes du pouvoir exécutif et des autorités locales pour les questions concernant le respect des règlements frontaliers est coordonnée par le Comité d'État pour la protection des frontières, conformément aux lignes directrices en la matière approuvées par le Conseil des ministres dans sa résolution 48 du 18 janvier 1999.

C'est le Comité d'État pour la protection des frontières qui effectue les contrôles aux frontières (vérification des passeports et des visas) et veille au respect des réglementations frontaliers et des mesures visant à lutter contre les migrations illégales et autres violations de la législation relative aux frontières.

Le Conseil des ministres de la République autonome de Crimée, ses organes dirigeants et les autorités locales mettent en oeuvre des mesures visant à s'assurer que les réglementations frontaliers sont bien respectées dans la zone frontière et les contrôles dûment effectués.

Sur terre, sur mer, sur les voies fluviales, lacs et autres plans d'eau, ce sont les troupes stationnées à la frontière qui sont chargées de protéger les frontières de l'État, la protection de l'espace aérien ukrainien est confiée aux troupes de défense aérienne. Ces troupes sont régies par la loi sur les frontières de l'État, la loi sur les troupes stationnées à la frontière de l'Ukraine, un certain nombre d'autres lois ukrainiennes, les accords internationaux auxquels l'Ukraine est partie et les instruments établis par les autorités ukrainiennes compétentes.

Toute personne coupable de franchir illégalement la frontière de l'État, de violer les réglementations frontaliers, refuser de s'astreindre aux contrôles ou aux règlements existants aux points de transit frontaliers en acheminant ou tentant d'acheminer illégalement des marchandises, matériaux, documents et autres biens par la frontière de l'État, ou d'enfreindre de toute autre façon la législation frontalière – ou de tenter de le faire – s'expose à des poursuites pénales, administratives ou autres, conformément à la loi ukrainienne.

Paragraphe 3

Alinéa a)

En vertu de l'article 9 de la Constitution ukrainienne, les accords internationaux en vigueur en Ukraine dont le caractère exécutoire a été accepté par la Verkhovna Rada font partie de la législation nationale ukrainienne.

Conformément à la loi relative aux accords internationaux auxquels l'Ukraine a adhéré, la ratification par l'Ukraine d'accords internationaux exige l'adoption d'un instrument spécial de ratification par la Verkhovna Rada.

Si l'application d'un traité international soumis aux fins de ratification exige l'adoption par l'Ukraine d'une nouvelle législation, le projet de loi relatif à la ratification et les amendements à la législation sont soumis pour examen à la Verkhovna Rada et sont adoptés simultanément.

Alinéa c)

Le droit constitutionnel des citoyens ukrainiens de ne pas être expulsés vers un autre État est garanti par l'article 25 de la Constitution ukrainienne.

La Convention relative à l'assistance et aux relations judiciaires pour les affaires civiles, familiales et pénales (concernant les relations entre les États membres de la Communauté d'États indépendants), signée à Minsk le 22 janvier 1993, établit la base juridique pour l'expulsion de personnes, tout comme le font les accords bilatéraux pertinents relatifs à l'assistance et aux relations judiciaires pour les affaires pénales.

L'article 10 du Code pénal ukrainien prévoit l'extradition des personnes accusées d'une infraction ou poursuivies pour avoir commis une infraction :

1. Un citoyen ukrainien ou un apatride ayant sa résidence permanente en Ukraine qui a commis un délit en dehors des frontières de l'Ukraine ne peut pas être extradé vers un autre État étranger pour y être poursuivi ou jugé.

2. Un étranger qui a commis une infraction sur le territoire ukrainien et qui est dûment poursuivi sur la base du présent code peut être transféré dans son État d'origine pour y purger la peine encourue pour le délit commis, si un tel transfèrement est prévu dans les accords internationaux auxquels l'Ukraine a adhéré.

3. Les étrangers et les apatrides n'ayant pas leur résidence permanente en Ukraine qui ont commis une infraction en dehors des frontières du pays et qui se trouvent en territoire ukrainien peuvent être extradés vers un État étranger pour y être poursuivis et jugés ou transférés pour y purger leur peine, si l'extradition ou le transfèrement est prévu dans les accords internationaux auxquels l'Ukraine a adhéré.

* * *

Les questions relatives à l'extradition de délinquants sont également régies :

1. Au niveau multilatéral :

- Par la Convention européenne sur l'extradition de 1957, son protocole additionnel de 1975, et son deuxième protocole additionnel de 1978.

2. Au niveau bilatéral, par les dispositions concernant l'extradition qui figurent dans les traités bilatéraux relatifs à l'assistance judiciaire pour les affaires civiles et pénales :

- Accord entre l'Ukraine et la République populaire de Chine relatif à l'extradition, du 11 décembre 1998;
- Accord entre l'Ukraine et la République de Pologne relatif à l'assistance et aux relations judiciaires pour les affaires civiles et pénales, du 24 mai 1993;
- Traité entre l'Ukraine et la République de Lituanie relatif à l'assistance et aux relations judiciaires pour les affaires civiles, familiales et pénales, du 7 juillet 1993;
- Accord entre l'Ukraine et la République de Moldova relatif à l'assistance et aux relations judiciaires pour les affaires civiles et pénales, du 13 décembre 1993;
- Accord entre l'Ukraine et la République d'Estonie relatif à l'assistance et aux relations judiciaires pour les affaires civiles et pénales, du 15 février 1995;
- Accord entre l'Ukraine et la Mongolie relatif à l'assistance judiciaire pour les affaires civiles et pénales, du 27 juin 1995;
- Accord entre l'Ukraine et la République de Géorgie relatif à l'assistance et aux relations judiciaires pour les affaires civiles, familiales et pénales, du 9 janvier 1995;
- Accord entre l'Ukraine et la République de Lettonie relatif à l'assistance et aux relations judiciaires pour les affaires civiles, familiales et pénales, du 23 mai 1995;
- Accord entre l'Ukraine et la République socialiste du Viet Nam relatif à l'assistance et aux relations judiciaires pour les affaires civiles et pénales, du 6 avril 2000.

En outre, sur la base de la succession juridique en Ukraine conformément à la loi relative à la succession juridique de l'Ukraine et aux dispositions de la Convention de Vienne sur la succession d'États en matière de traités de 1978, les accords internationaux bilatéraux conclus par l'ex-Union des Républiques socialistes soviétiques en matière d'assistance judiciaire pour les affaires civiles et pénales qui contiennent des dispositions relatives à l'extradition de délinquants restent en vigueur :

- Traité entre l'Union des Républiques socialistes soviétiques et la République populaire démocratique de Corée relatif à l'assistance judiciaire pour les affaires civiles, familiales et pénales, du 16 décembre 1957;
- Traité entre l'Union des Républiques socialistes soviétiques et la Roumanie relatif à l'assistance judiciaire pour les affaires civiles, familiales et pénales du 3 avril 1958;

- Traité entre l'Union des Républiques socialistes soviétiques et l'Albanie relatif à l'assistance judiciaire pour les affaires civiles, familiales et pénales, du 30 juin 1958;
- Traité entre l'Union des Républiques socialistes soviétiques et la Hongrie relatif à l'assistance judiciaire pour les affaires civiles, familiales et pénales, du 15 juillet 1958;
- Traité entre l'Union des Républiques socialistes soviétiques et l'Iraq relatif à l'assistance judiciaire, de 1973;
- Traité entre l'Union des Républiques socialistes soviétiques et la Tunisie relatif à l'assistance judiciaire pour les affaires civiles et pénales, du 26 juin 1984;
- Traité entre l'Union des Républiques socialistes soviétiques et l'Algérie relatif à l'assistance judiciaire mutuelle, du 23 février 1982;
- Traité entre l'Union des Républiques socialistes soviétiques et Cuba relatif à l'assistance judiciaire pour les affaires civiles, familiales et pénales, du 28 novembre 1984.

Alinéa d)

L'Ukraine est partie à 11 des 12 traités et protocoles internationaux multilatéraux adoptés dans le domaine de la lutte contre le terrorisme sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, et a l'intention d'adhérer au douzième traité, à savoir la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme. Les instruments juridiques nécessaires pour la ratification de cette convention seront bientôt soumis pour examen à la Verkhovna Rada.

Au niveau national, les dispositions des traités internationaux en vigueur en Ukraine ont été incorporées notamment dans les lois ci-après :

- La loi relative aux activités d'investigations criminelles, du 18 février 1992;
- La loi relative au Conseil de sécurité de l'Ukraine, du 25 mars 1992;
- La loi relative à l'utilisation de l'énergie nucléaire et à la sécurité en matière de rayonnements ionisants, du 8 février 1995;
- La loi relative à la réglementation régissant les fonctions de garnison et de sentinelle dans les forces armées de l'Ukraine, du 24 mars 1999;
- La loi relative au régime juridique dans une situation d'urgence, du 16 mars 2000;
- La loi relative à la défense de l'Ukraine, dans sa version du 5 octobre 2000;
- La loi relative à la protection physique des installations nucléaires, des matières nucléaires, des déchets radioactifs et d'autres sources de rayonnements ionisants, du 19 octobre 2000;
- La loi relative aux services de renseignements de l'Ukraine, du 22 mars 2001;
- Le Code pénal ukrainien (2001);
- Le Code de la marine marchande.

Le programme portant sur la période 1999-2008 pour l'application de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'utilisation des armes chimiques et sur leur destruction a été approuvé par le décret No 50/99 du Président ukrainien, daté du 25 janvier 1999.

Au paragraphe 7 de sa résolution No 1800 du 28 décembre 2001 concernant les mesures à prendre pour l'application de la résolution 1373 du Conseil de sécurité de l'ONU datée du 28 septembre 2001, le Conseil des ministres donne pour instructions au Ministère de l'intérieur, au Ministère des affaires étrangères, au Ministère de la Défense, au Service de la sécurité et à d'autres organes centraux du pouvoir exécutif d'appliquer les traités internationaux relatifs à la prévention et à la répression des actes terroristes auxquels l'Ukraine est partie et de prendre des mesures à l'encontre des personnes coupables de tels actes.

Voir également les informations communiquées au titre de l'alinéa a) du paragraphe 3.

Alinéa e)

La liste des infractions prévues dans les conventions internationales pertinentes qui obligent les États à extraditer des délinquants n'a pas été incluse dans les accords bilatéraux relatifs aux communications aériennes conclus entre l'Ukraine et 68 États.

Pour cette question, l'Ukraine applique les dispositions des conventions internationales qu'elle a ratifiées :

- La Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs (Convention de Tokyo de 1963), qui est entrée en vigueur en Ukraine le 29 mai 1988;
- La Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs (Convention de La Haye de 1970), qui est entrée en vigueur en Ukraine le 23 mars 1972;
- La Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile (Convention de Montréal de 1971), qui est entrée en vigueur en Ukraine le 29 mars 1973.

Voir également les informations communiquées au titre de l'alinéa a) du paragraphe 3.

Alinéa f)

Les procédures régissant l'entrée, le transit et le séjour des étrangers et des apatrides en territoire ukrainien sont déterminées par les dispositions des traités internationaux auxquels l'Ukraine a adhéré, notamment la Convention européenne des droits de l'homme de 1950, la Constitution ukrainienne, les lois relatives au statut juridique des étrangers, aux réfugiés et à l'immigration, et les règles relatives à l'entrée des étrangers en Ukraine, leur départ de l'Ukraine et leur transit par le territoire ukrainien (approuvées par une décision du Conseil des ministres ukrainien le 29 décembre 1995).

Au paragraphe 5 de sa résolution du 28 décembre 2001 concernant les mesures en vue de l'application de la résolution 1373 du Conseil de sécurité des Nations Unies datée du 28 septembre 2001, le Conseil des ministres ukrainien a décidé que

le Comité d'État ukrainien des nationalités et des migrations, le Ministère de l'intérieur et le Ministère de la justice, avec la participation du Service de la sécurité, avaient notamment pour instructions :

- De prendre des mesures pour refuser le statut de demandeur d'asile ou de réfugié aux personnes qui financent, planifient, appuient ou commettent des actes terroristes;
- De prendre des mesures, conformément à la législation et aux normes du droit international, pour vérifier, avant de décider d'accorder l'asile ou le statut de réfugié, que le demandeur d'asile ou la personne demandant le statut de réfugié n'a pas planifié ou facilité des actes terroristes ou participé à leur perpétration.

Afin d'établir si des personnes demandant le statut de réfugié en Ukraine ont planifié, appuyé ou commis des actes terroristes, les organismes ukrainiens chargés de l'application des lois mènent des enquêtes afin de déterminer une participation éventuelle à des organisations terroristes (vérifications des informations bancaires, demandes de renseignements soumises à Interpol et aux organismes chargés de l'application des lois dans d'autres pays).

Afin de ne pas autoriser l'entrée en territoire ukrainien de personnes impliquées dans des activités terroristes sous prétexte d'activités éducatives, de traitement médical ou d'autres objectifs officiels ou privés, le Ministère de l'intérieur met actuellement au point un formulaire type unique d'invitation pour l'entrée des étrangers en Ukraine et un mécanisme pour la conclusion rapide d'un accord avec les organes chargés des affaires intérieures sur une procédure pour l'envoi de ces invitations.

Le Ministère ukrainien de l'intérieur met également au point une banque de données pour la documentation et l'enregistrement (y compris une documentation utilisant des données automatisées sur les empreintes digitales) des personnes qui sont détenues pour avoir traversé illégalement la frontière ou pour avoir séjourné illégalement en territoire ukrainien. Cela permettra d'identifier les personnes ayant participé à la planification, la facilitation ou la perpétration d'actes terroristes grâce à une vérification des dossiers correspondants par les organismes chargés de l'application des lois dans les États étrangers et les organisations internationales de police.

Afin d'améliorer les mécanismes législatifs visant à exclure du territoire ukrainien les personnes qui ont des liens avec des organisations terroristes et qui ne sont pas des demandeurs d'asile, les organismes ukrainiens chargés de l'application des lois envisagent d'introduire dans le projet de loi relatif aux arrangements pour l'octroi du droit d'asile en Ukraine à des étrangers et des apatrides des restrictions à l'octroi de ce droit et à la délivrance des documents correspondants à des personnes soupçonnées d'avoir participé aux activités d'organisations terroristes et extrémistes. On envisage également de spécifier en détail les dispositions de l'article 10 (conditions empêchant l'octroi du statut de réfugié) de la loi ukrainienne relative aux réfugiés.

Alinéa g)

Conformément à l'article 3 de la Convention européenne d'extradition entrée en vigueur pour l'Ukraine le 9 juin 1998, l'extradition n'est pas accordée si

l'infraction pour laquelle elle est demandée est considérée par la Partie requise comme une infraction politique ou comme un fait connexe à une telle infraction. La même règle s'applique si la Partie requise a des raisons sérieuses de croire que la demande d'extradition motivée par une infraction de droit commun a été présentée aux fins de poursuivre ou de punir un individu pour des considérations de race, de religion, de nationalité ou d'opinions politiques ou que la situation de cet individu risque d'être aggravée pour l'une ou l'autre de ces raisons.

Conformément à la Convention européenne pour la répression du terrorisme (ratifiée par l'Ukraine le 17 janvier 2001), les dispositions de tous traités et accords d'extradition, y compris la Convention européenne d'extradition, sont, en ce qui concerne les relations entre États contractants, modifiées dans la mesure où elles sont incompatibles avec cette Convention.

À cet égard, conformément à l'article premier de la Convention européenne pour la répression du terrorisme, les États contractants s'engagent à ne pas considérer un acte de terrorisme comme une infraction politique, comme une infraction connexe à une infraction politique ou comme une infraction inspirée par des mobiles politiques. Cet article contient une énumération des infractions pénales de ce type (parmi lesquelles figurent des infractions graves telles que la capture illicite d'aéronefs, la prise d'otages, et l'utilisation de bombes, grenades, fusils, lettres et colis piégés dans la mesure où cette utilisation présente un danger pour des personnes). En outre, la Convention autorise les États contractants à ne pas considérer comme infraction politique tout acte grave de violence dirigé contre la vie, l'intégrité corporelle ou la liberté des personnes.

Conformément au paragraphe 5 de la résolution No 1800 du Conseil des ministres de l'Ukraine, du 28 décembre 2001, « sur les mesures prises pour appliquer la résolution 1373 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies en date du 28 septembre 2001 », le Comité d'État pour les questions relatives aux nationalités et à la migration de l'Ukraine, le Ministère de l'intérieur et le Ministère de la justice, avec la participation du Service de la sécurité, sont tenus de veiller, conformément aux normes du droit international et à la législation ukrainienne, à ce que les auteurs ou les organisateurs d'actes de terrorisme ou leurs complices n'abusent pas du droit d'asile et du statut de réfugié, et à ce que la revendication de motivations politiques ne soit pas admise comme motif justifiant le rejet par les États intéressés de demandes d'extradition de terroristes présumés.

Paragraphe 4

Il est répondu aux préoccupations exprimées au paragraphe 4 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité dans le Règlement relatif au contrôle public des exportations en Ukraine, approuvé par le décret présidentiel No 117 du 13 février 1998.

En vertu du paragraphe 5 du Règlement, sont interdits « les transferts internationaux d'armes nucléaires, biologiques et chimiques et de matières, matériels et technologies expressément destinés à leur fabrication ainsi que les transferts de marchandises qui sont contraires aux obligations internationales de l'Ukraine, à la sauvegarde de la sécurité nationale ou aux objectifs de la répression du terrorisme et du maintien de relations de coopération mutuellement avantageuses avec les membres de la communauté internationale conformément aux principes et

aux normes généralement reconnus de droit international, ou dont l'utilisation finale ne s'est pas assortie de garanties appropriées ».

Étant donné qu'il est urgent de prévenir la prolifération des armes chimiques et biologiques, le Conseil des ministres a approuvé le Règlement relatif au système de contrôle de l'exportation, de l'importation et du transit de marchandises susceptibles d'être utilisées pour la fabrication d'armes chimiques, bactériologiques (biologiques) et à toxines (décision No 384 du 22 avril 1997).

Conformément au paragraphe 8 de la résolution No 1800 du Conseil des ministres de l'Ukraine du 28 décembre 2001 « sur les mesures à prendre pour appliquer la résolution 1373 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies en date du 28 septembre 2001 », le Comité d'État chargé de la protection des frontières, le Ministre de l'intérieur, le Service national des douanes, le Ministère des transports, l'Administration fiscale et le Ministère de la défense ont pour instructions notamment d'informer immédiatement le Service de la sécurité, les autres autorités chargées de l'application des lois ainsi que le Service national de contrôle des exportations de l'Ukraine s'ils découvrent qu'un importateur de biens et services pourrait être lié à des groupes terroristes internationaux, aux fins de vérification et de l'adoption de mesures appropriées pour mettre fin à ces mouvements de marchandises.

Conformément au paragraphe 9 de cette résolution, le Service de sécurité de l'Ukraine, le Service national des douanes, le Comité d'État chargé de la protection des frontières du territoire, le Service national de contrôle des exportations, la Société nationale d'exportation et d'importation de matériels, produits et services militaires et spéciaux (Ukrspetseksport), le Ministère de l'industrie, le Ministère des affaires étrangères, le Ministère de la défense, le Ministère de l'intérieur, le Ministère de l'économie et de l'intégration européenne et le Ministère des transports sont tenus de prendre des mesures complémentaires pour renforcer le contrôle des transferts internationaux de matériels ou de produits à double usage susceptibles d'être utilisés pour commettre des actes terroristes. De plus, le Service national de contrôle des exportations, lorsqu'il examine les demandes d'exportation, d'importation ou de passage en transit par le territoire ukrainien de matériels ou de produits à double usage doit vérifier, le cas échéant avec la participation du Service de la sécurité et du Ministère des affaires étrangères, si les parties aux contrats afférents à ces transferts internationaux sont liées à des groupes terroristes.

Selon le paragraphe 10 de la résolution susmentionnée du Conseil des ministres, le Ministère de l'industrie, le Ministère de la défense, le Ministère de l'intérieur, le Service de la sécurité, le Ministère de la santé, l'Académie nationale des sciences, l'Académie des sciences médicales, le Comité d'État chargé de la réglementation des matières nucléaires, le Ministère des combustibles et de l'énergie et le Ministère de l'agriculture doivent prendre des dispositions pour améliorer la protection des installations vulnérables dans le cadre du système de protection physique et pour faire établir un inventaire des articles, matériels, équipements et technologies qui pourraient servir à la fabrication d'armes de destruction massive ainsi que d'armes classiques et de moyens de mise en oeuvre de ces armes, de façon à empêcher les groupes terroristes d'y avoir accès.

Le projet de loi sur « le contrôle des transferts internationaux de produits militaires et à double usage » élaboré par le Service national de contrôle des exportations et soumis par le Conseil des ministres à l'examen du Conseil suprême

de l'Ukraine prévoit également des obligations en rapport avec la lutte contre le terrorisme.

L'Ukraine a conclu un grand nombre de traités et adopté diverses lois concernant la coopération internationale et la coordination des efforts pour faire face avec efficacité aux problèmes et aux menaces visés au paragraphe 4 de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité.

Ainsi, le Ministère de l'intérieur à lui seul a conclu quelque 160 accords et protocoles internationaux avec plus de 40 pays sur la coopération internationale dans la lutte contre la criminalité (y compris le terrorisme).

Ces instruments juridiques internationaux prévoient des échanges appropriés d'informations sur des questions relatives aux activités opérationnelles et officielles ainsi que l'octroi d'une assistance juridique en matière pénale.

En outre, afin d'améliorer l'échange d'informations avec les organes responsables de l'application des lois dans les États étrangers, le Ministère de l'intérieur organise régulièrement des réunions de travail internationales, multilatérales et bilatérales.

La cinquième Réunion des ministres de l'intérieur des États membres de l'Organisation de la coopération économique de la mer Noire (CEMN), s'est tenue en mars 2002 à Kiev, dans le cadre de l'application des mesures envisagées dans le Programme de la présidence de la CEMN assurée par l'Ukraine. Le Protocole additionnel à l'accord conclu par les gouvernements des États membres de la CEMN sur la coopération dans la lutte contre la criminalité, en particulier sous sa forme organisée, a été signé lors de cette réunion. Le Protocole additionnel prévoit la création d'un réseau d'agents de liaison pour la lutte contre la criminalité.

Selon le paragraphe 11 de la résolution No 1800 du Conseil des ministres de l'Ukraine du 28 décembre 2001 « sur les mesures prises pour appliquer la résolution 1373 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies en date du 28 septembre 2001 », le Ministère de l'intérieur, le Ministère des affaires étrangères, le Ministère de la défense, le Ministère de la justice et le Service de la sécurité sont chargés, entre autres, dans les limites de leur compétence, de suivre les mesures antiterroristes mises en place par l'Ukraine en association avec les organisations internationales.

Questions diverses

Le Service de la sécurité est l'un des éléments de l'appareil administratif chargé d'assurer l'application de la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité.

Le Service de la sécurité est organisé conformément aux dispositions de la loi « sur le Service de la sécurité de l'Ukraine ».

Le Service de la sécurité comprend les organes suivants : Direction centrale du Service de la sécurité, organes régionaux placés sous son autorité, Service de la sécurité de la République autonome de Crimée, services du contre-renseignement militaire, unités militaires, établissements de formation et de recherche, et autres établissements.

La Direction centrale du Service de la sécurité est chargée de la sécurité nationale et coordonne et surveille les activités des autres organes du Service de la

sécurité. Elle a à sa tête le Président du Service de la sécurité et est divisée en plusieurs services spécialisés : renseignement, contre-renseignement, contre-renseignement militaire, protection de la nation, répression de la corruption et de la criminalité organisée, information et analyse, opérations et technologie, documentation opérationnelle, investigations, liaison avec le Gouvernement, administration du personnel, services administratifs, économiques, financiers, militaires, médicaux, etc., conformément à l'organigramme du Service de la sécurité.

Pour s'acquitter des tâches qui lui sont confiées, le Service de la sécurité peut établir des contacts avec les services de sécurité de pays étrangers et coopérer avec eux sur la base des normes du droit international et des traités et accords pertinents.

Le Ministère de l'intérieur est aussi un élément de l'appareil administratif ukrainien chargé de faire face aux menaces et aux problèmes posés par le terrorisme.

L'organigramme de la police est établi à l'article 7 de la loi « sur la police ». Conformément à cette loi, la police est constituée d'un ensemble d'organismes relevant du Ministère de l'intérieur qui exercent des fonctions d'administration, de prévention, d'enquête, de direction, d'instruction pénale et de sécurité (sur la base d'accords).

La police est composée des unités suivantes : service d'enquêtes criminelles, forces de maintien de l'ordre, police des transports, Service d'inspection des véhicules automobiles, Services de sûreté et unités spéciales de police.

L'ensemble des forces de police ukrainiennes est placé sous l'autorité du Ministère de l'intérieur.

En République autonome de Crimée, la police a à sa tête le Ministre adjoint de l'intérieur, qui est le chef de la Direction centrale du Ministère de l'intérieur en Crimée; à l'exception de la police des transports, dans les régions, les villes et les districts, la police est dirigée par le chef de la direction centrale ou de la direction du Ministère de l'intérieur de la région ou de la ville concernée ou par le chef du département municipal ou local relevant de la direction centrale ou de la direction du Ministère de la région ou de la ville concernée, respectivement.

Le Service chargé des questions relatives à la nationalité, l'immigration et l'enregistrement des personnes physiques, créé en application de la résolution No 844 du Conseil des ministres de l'Ukraine en date du 14 juin 2002, coordonne les travaux des organes exécutifs chargés d'organiser les activités liées à l'immigration et de lutter contre l'immigration clandestine. C'est un organe administratif public mis en place au sein du Ministère des affaires intérieures de l'Ukraine et placé sous son autorité.

Le décret présidentiel No 1199 du 10 décembre 2001 « sur les mesures destinées à prévenir la légalisation (le blanchiment) des produits d'activités criminelles » a été adopté pour améliorer le système de contrôle financier. En application des dispositions de ce décret, le Service national de contrôle financier, organe administratif public, a été créé au sein du Ministère des finances en vertu de la résolution No 35 du Conseil des ministres de l'Ukraine en date du 10 janvier 2002.

Afin de garantir une bonne circulation de l'information sur les produits d'activités criminelles, le Conseil des ministres de l'Ukraine a adopté la résolution No 700 du 29 mai 2002 « sur la définition des critères applicables pour classer certaines transactions financières dans la catégorie des transactions suspectes et inhabituelles », qui définit la procédure à suivre pour procéder au contrôle financier des transactions importantes, suspectes ou inhabituelles effectuées par des institutions financières, et assurer l'exécution par les institutions financières de certaines procédures internes afin de prévenir la légalisation (le blanchiment) des produits d'activités criminelles ainsi que la transmission des informations recueillies et la distribution de la documentation correspondante aux organes nationaux compétents en vue de l'application des mesures prévues dans la législation applicable.

Conformément à la loi « sur l'Administration fiscale ukrainienne », l'Administration fiscale comprend des organes spécialisés dans la lutte contre les infractions fiscales (police fiscale).

Selon le nombre de contribuables et d'autres circonstances locales, l'Administration fiscale peut créer des bureaux municipaux d'inspection fiscale de district (c'est-à-dire desservant deux ou plusieurs arrondissements) ou mixtes (c'est-à-dire desservant à la fois une ville et un arrondissement) et, au sein de ces bureaux, des annexes de l'Inspection des impôts.

L'Inspection des impôts se compose de services spéciaux de lutte contre les infractions fiscales qui opèrent au sein des organes correspondants de l'Administration fiscale. L'Inspection des impôts veille au respect des lois fiscales et exerce également des fonctions d'enquête, d'instruction pénale et de protection.

La police fiscale est composée des services suivants :

- Direction centrale de la police fiscale, Bureau d'enquêtes de la police fiscale, Service de répression de la corruption au sein des organes de l'Administration fiscale;
- Direction de la police fiscale, Départements des enquêtes de la police fiscale, et services de répression de la corruption au sein des organes des administrations fiscales correspondantes en République autonome de Crimée, dans les régions et dans les villes de Kiev et de Sébastopol.
- Sections de la police fiscale et départements (groupes) des enquêtes de la police fiscale des différents bureaux nationaux d'inspection des impôts desservant un district, une ville, un arrondissement, plusieurs arrondissements ou une ville et un arrondissement.

L'Inspection des impôts est dirigée par le chef de la police fiscale qui est le premier Directeur adjoint de l'Administration fiscale.

Les Inspections des impôts dans l'Administration fiscale nationale, en République autonome de Crimée, dans les régions et dans les villes de Kiev et de Sébastopol sont dirigées par les chefs des directions de la police fiscale, soit les premiers directeurs adjoints des administrations fiscales correspondantes.

Les services des douanes ukrainiens s'occupent directement des questions douanières. Le système des douanes comprend le Service national des douanes, les

bureaux de douane régionaux, les bureaux de douane, les départements des douanes spécialisés et les institutions et établissements de formation.

Conformément à la législation ukrainienne, les bureaux de douane régionaux sont établis par le Conseil des ministres. La création, la réorganisation et la suppression des bureaux de douane et des départements des douanes spécialisés ainsi que des institutions et établissements de formation en la matière, sont des tâches qui incombent au Service national des douanes sous réserve de l'approbation du Ministère des finances.

La structure du Corps des gardes frontière est définie dans la loi sur « les gardes frontière ukrainiens ».

L'organe central d'administration des gardes frontière, soit le Comité d'État chargé de la protection des frontières du territoire, est un organe du pouvoir exécutif central. Son Statut est approuvé par le Président. Il comprend un service de renseignements qui, conformément à la loi, mène des activités de renseignement visant à protéger les intérêts de l'État dans le cadre de la politique d'immigration et des mesures liées à la protection des frontières de l'État et des droits souverains de l'Ukraine sur sa zone économique exclusive (maritime) et sur le plateau continental.

Le Comité d'État chargé de la protection des frontières de l'Ukraine a à sa tête le commandant des gardes frontière, qui est nommé et révoqué par le Président conformément à la Constitution.

Les organes régionaux d'administration des gardes frontière sont les autorités de commandement des gardes frontière, à savoir les commandants des secteurs militaires.

Ce sont les forces et les unités du Corps des gardes frontière qui ont pour mission d'assurer la protection des frontières de l'Ukraine et de préserver ses droits souverains sur la zone économique exclusive (maritime).

Les gardes frontière sont appuyés dans leurs tâches par les forces, unités, institutions, entreprises et établissements de formation qui leur fournissent directement les ressources matérielles, techniques, médicales, humaines et autres, nécessaires à la réalisation de leurs activités.

Le Ministère des transports, par l'intermédiaire du Département national de l'aviation placé sous son autorité prend les mesures nécessaires dans le cadre de la stratégie de répression du terrorisme dirigé contre les aéronefs pour prévenir et détourner les actes de terrorisme, de sabotage et autres actes illicites visant l'aviation civile.

Les activités concrètes de lutte contre les actes illicites dirigés contre l'aviation civile sont menées par les services de sécurité de l'aviation mis en place dans les aéroports et auprès des compagnies aériennes.

Les services de sécurité de l'aviation civile coopèrent avec les représentants des organes spécialisés dans la lutte contre le terrorisme et les agents des services de police, d'immigration et de douane des aéroports.

Les modalités de cette coopération sont établies dans les documents organisationnels-administratifs du Ministère des transports et d'autres organes exécutifs.

Voir aussi les informations fournies au paragraphe 2 b).
